



COMMUNIQUE

14 février 2010

Etats Généraux de l'enfance Les organisations professionnelles ne participeront pas

Le 20 novembre 2009, le président de la république annonçait l'organisation des Etats Généraux de l'Enfance. A ces Etats Généraux, il attribuait 4 objectifs, dont le premier nous avait fait vivement réagir (cf nos communiqués). Il s'agissait d'« améliorer la transmission de l'information préoccupante prévue par la loi du 5 mars 2007, pour éviter que le nomadisme de certaines familles ne leur permette d'échapper au contrôle et à la surveillance des services sociaux ». Au-delà d'une simple réaction, de même qu'ATD Quart Monde, nous avons signifié notre refus de participation dans un tel contexte.

Aujourd'hui ces Etats Généraux sont lancés ! Madame Morano, secrétaire d'Etat en charge de la famille et de la solidarité organise une réunion le 16 février 2010 à laquelle nous sommes conviés ainsi que d'autres associations et organisations.

Entre temps le Ministère est resté très silencieux sur nos réactions et n'a pas cherché à lever une quelconque ambiguïté sur la place faite au travail social, médico-social et éducatif, dans la protection des enfants et le soutien à la parentalité. Aussi avons-nous décidé de maintenir notre position et de ne pas nous rendre à ces Etats Généraux. Nous en avons informé Madame Morano (cf. notre courrier).

Notre attitude est mûrement fondée. Nous réaffirmons que l'accompagnement, la prévention, le soin, le soutien à la parentalité sont incompatibles avec un travail social et médico-social orienté vers le contrôle, la surveillance, le ciblage qui auraient l'effet contraire à l'objectif recherché. Il est indispensable qu'il soit admis que les familles ont besoin de professionnels en qui ils puissent avoir confiance. Nous estimons donc que les auspices sous lesquels s'engagent les Etats généraux de l'Enfance ne sont pas favorables à la cause des enfants.

Aussi avons-nous demandé à être reçus par Madame Morano, mais dans un cadre distinct de celui-ci, pour aborder les enjeux du soutien à la parentalité. Nous espérons que cette demande sera entendue et qu'un rendez vous sera prochainement fixé avec Madame Morano.

Pour l'ANAS,
La présidente

Pour le SNMPMI,
Le président

Pour l'ONES,
Le président

